

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, HANS-GERT PÖTTERING, PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN, ET JOSÉ MANUEL BARROSO, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, NOTAMMENT SUR LA GOUVERNANCE DE L'UNION EUROPÉENNE, À STRASBOURG LE 16 DÉCEMBRE 2008.

16 DECEMBER 2008 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse avec le Président du Conseil européen, Monsieur Nicolas SARKOZY, le Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel BARROSO, et le Président du Parlement européen, Monsieur Hans-Gert PÖTTERING.

On passe directement aux questions.

QUESTION - Monsieur le Président, une question qui s'adresse à vous à la fois en tant que Président du Conseil de l'Union européenne et Président de la République Française, une quantité importante d'explosifs a été trouvée ce matin dans un grand magasin parisien, je voudrais connaître votre réaction à ce propos ?

LE PRESIDENT - Je crois qu'il faut que chacun d'entre nous soyons extrêmement prudents dans nos réactions. J'ai été informé de cette découverte. Les services de police sont en train, en ce moment même d'analyser la nature des produits qui ont été trouvés. La seule chose qu'on sait, c'est qu'il n'y avait pas de système de détonateur mais on ne connaît pas la nature des produits. Et deuxièmement, d'analyser également la nature de la revendication. Nous communiquerons tous les résultats de ces études. En l'état actuel, j'appelle chacun à être très prudent et très modéré. Pour le reste, ma conviction n'a pas cessé depuis 2002 où j'ai exercé les premières semaines de mes fonctions de Ministre de l'intérieur. La vigilance face aux terroristes est la seule ligne possible. Vigilance, parce que, malheureusement, tout peut arriver et fermeté parce qu'on ne transige pas avec les terroristes, on les combat.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez opposé pendant votre prestation devant le Parlement européen les grands projets et les petits projets et, au Sommet européen, vous aviez aussi évoqué les grandes ambitions par rapport aux petits intérêts. Si vous n'avez pas pu avancer sur la TVA restauration pendant la Présidence française, est-ce qu'il s'agit donc d'un petit projet et comment concrètement comptez-vous mener à bout ce projet ?

LE PRESIDENT - Mais, franchement on a avancé puisqu'en accord avec la Chancelière, avec l'accord du Président BARROSO, on a obtenu qu'une décision soit prise au mois de mars. Cela fait trois ans que l'on parle de cela sans que ça avance. On a pris la décision qu'une décision sera prise au mois de mars. Et la chancelière m'a indiqué l'esprit constructif dans lequel elle se rendrait, elle et ses ministres, à cette discussion. Je trouve que c'était un bon compromis dans un Conseil qui était déjà, vous le savez, extrêmement chargé et difficile. Et, donc, j'ai considéré qu'il n'était pas anormal que cela soit résolu par le Conseil ECOFIN du mois de mars. Pour le reste, je vous renvoie à ce que j'ai dit devant le Parlement européen. Je pense c'est très difficile de comprendre, pour les Européens, que pour tout baisser, on peut le faire tout seul et que, pour baisser sur un produit, il faut l'unanimité de tous les autres. C'est très difficile à comprendre.

QUESTION - J'ai deux questions sur l'amour. La première est pour le Président SARKOZY : quand vous avez été à Aix-la-Chapelle pour la remise du Prix pour Madame MERKEL, vous avez dit : Angela, je vous aime. Pendant la Présidence, c'était un peu plus tendu. Aujourd'hui on avait l'impression, que c'était un peu plus : Angela je vous aime. Est-ce que je me trompe ou est-ce que c'est ça ? Et pour les trois Présidents ensemble, est-ce que vous pensez qu'une déclaration d'amour de la part du Président KLAUS sur l'Europe serait un bon geste avant la Présidence thèque ?

LE PRESIDENT - Quand quelqu'un exprime ses sentiments, c'est toujours un bon signe. Ce que j'ai dit d'Angela au moment où elle recevait à Aix-la-Chapelle un prix, l'un des plus importants, c'est que je pensais que l'Europe avait eu bien de la chance d'être présidée par l'Allemagne et par Angela MERKEL. Et je vais vous dire une chose, j'admire beaucoup la capacité de la presse allemande à défendre

systématiquement son gouvernement et son pays. Allez, après avoir dit Angela je vous aime, je vais dire : je t'envie Angela !

Je l'ai dit quand quelqu'un exprime ses sentiments, c'est toujours sympathique. Franchement, avec ce qu'il a dit récemment, une déclaration d'amour pour l'Europe serait plutôt bienvenue.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Sur la question de la présidence tchèque, j'aimerais vous dire très sérieusement ce que je pense. La présidence tchèque est bien préparée. Il y a eu un travail très très poussé. Nous, Commission européenne, nous avons eu des équipes à Prague. Il y a eu des experts tchèques qui sont venus à Bruxelles et il y a, d'un point de vue technique, une excellente préparation. Par rapport au Premier ministre TOPOLANEK, j'ai une grande confiance dans son engagement pour l'Europe. Vous avez parlé de sentiments, laissez-moi vous faire part de quelque chose que j'ai vu en terme de sentiments. L'année passée, à la fin de l'année, lorsqu'on a eu symboliquement l'ouverture des frontières pour Schengen, la frontière où il y a l'union entre l'Allemagne, la Pologne et la République tchèque, j'étais là avec le Président du Conseil à l'époque, le Premier ministre portugais et j'étais avec TOPOLANEK. Il avait des larmes dans ses yeux. Il était ému pour voir que là avant c'était la division de l'Europe et maintenant on peut circuler en Europe. Donc quelqu'un qui a des larmes dans ses yeux quand il évoque la fin des frontières en Europe et de l'Union de l'Europe, c'est quelqu'un qui a un sentiment pour l'Europe. Je parle du Premier ministre maintenant. Donc je peux vous dire que j'ai confiance dans la République tchèque, dans l'attachement de la République tchèque à l'idée d'une Europe sans barrières et j'espère que toutes les autorités tchèques seront à la hauteur de l'énorme défi qu'est la Présidence du Conseil. Et après la Présidence française, la Présidence exceptionnelle du Président SARKOZY, bien sûr, la barre est plus haute donc il y a un énorme effort à faire. La Commission soutiendra les efforts de nos amis tchèques pour réussir leur Présidence du Conseil.

M. HANS-GERT PÖTTERING - Ce que je vais dire est tout à fait conforme à ce qui a été dit à la Conférence des Présidents après la rencontre que nous avons eue avec le Président KLAUS. Je n'ai au cours des trente années que j'appartiens au Parlement européen, je n'ai, jamais assisté au fait qu'un entretien ait été enregistré. Nous n'avons été ni consultés, ni informés et la retransmission de ces entretiens, en plus, était incomplète. Alors, je ne voudrais pas que les choses dérapent et donc je m'abstiendrai de tout commentaire additionnel. Mais, enregistrer un entretien est quelque chose qui est totalement inhabituel dans un contexte démocratique. Et la restitution de ces entretiens était incomplète donc erronée. Voilà la conclusion tirée par la Conférence des Présidents. Par ailleurs, je partage totalement l'avis de Nicolas SARKOZY et de José-Manuel BARROSO à savoir que nous devons soutenir activement le Premier ministre TOPOLANEK. J'étais à Zittau l'année dernière, lorsqu'avec Donald TUSK et Angela MERKEL et avec le Président du Conseil de l'époque, M. SOCRATES nous avons levé les barrières et Mirek TOPOLANEK a exprimé ses sentiments et je crois que c'est la preuve de la confiance qu'il mérite et c'est la raison pour laquelle nous devons le soutenir lui et la Présidence tchèque. Le Président KLAUS a demandé à intervenir devant le Parlement européen. Il préside le pays qui a la Présidence du Conseil européen et il viendra donc s'exprimer le 19 février au Parlement européen à Strasbourg. Il a donné son accord à cette date mais nous ne changerons rien au protocole. Il sera accueilli au son de l'hymne tchèque et l'hymne europ??en comme nous l'avons fait pour le Président français.

QUESTION - Vous avez parlé dans votre discours d'une date 2010, 2011, mais vu qu'au moment où la Slovaquie menace de bloquer tous le processus sur la question de la frontière, pensez-vous que ce calendrier soit toujours actuel et peut-être aussi pour le président BARROSO la même question ?

LE PRESIDENT - Moi, j'ai toujours pensé que l'ensemble des pays des Balkans avait vocation à intégrer l'Union européenne. Je l'ai toujours pensé parce que la meilleure façon d'obtenir la stabilité, la sécurité et la paix c'est de donner une perspective d'intégration européenne à ces pays - que les choses soient claires - Serbie comprise. C'est l'intérêt de l'Europe, c'est l'intérêt de notre continent. Ces pays font partie de la famille. Il y a eu, dans le passé, des grands conflits internationaux qui sont partis, je ne dis pas seulement de là, mais dont l'étincelle est partie de là. C'est notre intérêt absolu. Qu'il y ait des difficultés sur la route, pourquoi n'y en aurait-il pas ? La Croatie est assez en avance. Il ne m'appartient pas de donner une opinion sur le sujet mais j'ai bon espoir que le processus continuera. Je l'ai dit au Président serbes : ils ont vocation un jour à intégrer l'Union européenne. C'est un objectif prioritaire pour l'Europe et pour le continent

pour l'Europe et pour le continent.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Pour le problème de la Slovaquie avec la Croatie, nous faisons tous nos efforts pour que l'on trouve une solution entre ces pays. C'est un problème bilatéral délicat. Tous ces problèmes sont délicats mais nous croyons que le fait d'avoir une date butoir est d'ailleurs un argument additionnel pour qu'on puisse travailler ensemble et soutenir les efforts d'une solution.

QUESTION - Une question pour le président SARKOZY et le président BARROSO. Vous avez dit que vous ne vouliez pas que l'Europe devienne un désert industriel. Alors, en ce qui concerne les règles de l'OMC et les règles de l'Union européenne concernant les aides d'état, comment pensez-vous pouvoir éviter qu'elles ne soient violées ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, si vous regardez tous les pays au monde qui ont des constructeurs automobiles, un secteur industriel prioritaire, tous votent des plans extraordinairement ambitieux pour soutenir leur industrie. On a beaucoup parlé du plan américain. Que dire du plan suédois ? Près de 2 milliards d'euros pour un pays avec, je crois, un rapport de 1 à 8 avec la France. Je suis pour le libre-échange. Je suis pour un accord à l'OMC et je suis aussi pour la réciprocité. On ne peut pas être le seul continent du monde qui ne défende pas, qui ne favorise pas et qui n'aide pas nos constructeurs à s'adapter. C'est quand même, me semble-t-il, parfaitement logique, parfaitement cohérent. Nous devons garder une stratégie industrielle en Europe. La Commission est là pour veiller aux conditions de la concurrence, mais justement les conditions de la concurrence seraient violées si les Américains pouvaient faire pour leurs trois constructeurs ce que les Européens ne pourraient pas faire pour les leurs. Je ne vois là rien qui ne soit contraire ni à la lettre ni à l'esprit des traités. J'ajoute, de surcroît, que nos constructeurs n'ont pas simplement des problèmes industriels, ils ont également des problèmes d'accès au crédit. Dans un pays comme la France, les deux tiers des véhicules achetés sont achetés à crédit et donc nous sommes bien obligés d'abonder également, comme nous l'avons fait pour les banques, les crédits mis à la disposition des sociétés de crédit. Il n'y a là rien, me semble-t-il, qui soit de nature à nous choquer.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Pour vous dire que, jusqu'à présent, les Américains n'ont approuvé aucun plan. Au cas où ils approuvent le plan, nous allons vérifier si le plan est ou pas compatible, avec les règles d'organisation mondiale du commerce. Si le plan n'est pas compatible, nous agissons contre ce plan. En ce qui concerne les plans européens aussi, une fois approuvés, ils doivent être notifiés à la Commission et nous travaillerons, comme toujours, dans le meilleur esprit de coopération mais en étant sûrs que les décisions nationales respectent les principes des marchés intérieurs.

QUESTION - Est-ce que vous prendrez encore des initiatives pour l'Europe ? Ou est-ce que vous estimez avoir un devoir de réserve ?

LE PRESIDENT - Non.

QUESTION - Non, pas de devoir de réserve ou non pas d'initiative ?

LE PRESIDENT - Je ne sais pas ce que veut dire devoir de réserve. Les parlementaires me l'ont même demandé différemment. Parce que l'on a exercé la Présidence pendant six mois, on doit s'abstenir d'avoir des convictions et de prendre des initiatives. Cette notion même de devoir de réserve n'existe pas. La France reste la France, un des très grands pays de l'Europe et personne ne peut considérer qu'il serait positif pour l'Europe que la France, en quelque sorte, fasse la chaise vide parce qu'elle a exercé pendant six mois la Présidence. Je prendrai des initiatives, oui. Si vous voulez me demander : est-ce que j'abandonne mes convictions entre le 31 et le 1er janvier ? Non.

QUESTION - Monsieur le Président, ce matin on a entendu sur les radios françaises merci aux jeunes Athéniens. Xavier DARCOS a retiré sa réforme après avoir parlé avec le Président de la République. J'aimerais : savoir est-ce que cette fois on a eu si peur, peur d'une contagion comme c'est écrit dans les journaux ? Cela concerne la France. En ce qui concerne la Grèce, j'aimerais savoir et je pense que tous les Grecs aimeraient savoir que ce vous pensez de cette crise et de la gestion qui a été faite par le gouvernement ? Je pense que ce n'est pas seulement la Grèce qui a des problèmes. On a entendu dans l'hémicycle ce matin que même au pays de M. BARROSO, par exemple, il y a des problèmes. Alors, à tous les deux, j'aimerais vous demander : est-ce que vous pensez, un jour, faire aussi une réunion historique pour choisir quelle société nous voulons dans l'Europe ? Parce que vous avez dit ce matin qu'une Europe forte l'est quand elle est unie. Mais quand on a un tissu social qui paraît être désuni dans plusieurs pays, alors qu'allez-vous faire ?

LE PRESIDENT - Vous n'avez pas autre chose à demander ? Parce que l'on sent que cela vous fait plaisir ! A la fois question et déclaration. Vous avez raison, au moins avec vous on sait ce que vous pensez. Nous n'avons pas de doute. Vous ne savez pas si moi je suis derrière les jeunes Athéniens mais vous, vous y étiez. On le sent !

D'abord, je crois que la Grèce est une démocratie. Ce qui n'a pas toujours été le cas. Dans une démocratie, il y a des institutions démocratiques, des élections. Il y a des gouvernements, des gouvernements légitimes. Dans une démocratie, quand le peuple a envie de changer, il le dit dans les urnes. Dans une démocratie, on ne décide pas par la rue. J'aime beaucoup la Grèce comme vous le savez. Je la connais bien et j'ai été très désolé de voir les scènes que l'on a vues dans les rues d'Athènes. Parce que pour l'ensemble des Européens, c'est quand même l'idée de la civilisation, de la culture. Quand on voit les gens s'affronter avec une telle violence, quand on voit des pillages, quand on voit ce que l'on a vu venant d'un pays comme la Grèce, forcément cela interpelle tout le monde. Est-ce que cela peut arriver dans tous les pays ? Madame, pourquoi posez-vous la question ? La réponse est tellement évidente. En 2005, en France, j'étais le ministre de l'Intérieur qui a géré 25 nuits d'émeute. Comment voulez-vous que j'aie dit que ce qui arrive en Grèce ne peut pas arriver ? Troisième chose, M. DARCOS est un ministre de l'Education remarquable. Qui a, en 18 mois, un bilan de réformes sans précédent. Il a réformé l'école primaire, il a supprimé les IUFM, il a changé l'organisation du temps scolaire. Et il a proposé une réforme des lycées. Cette réforme des lycées, je la soutiens et elle se fera. La question, c'est qu'une réforme, pour se faire, il faut prendre le temps de l'écoute, il faut prendre le temps de la concertation. On prendra le temps nécessaire pour lever les malentendus et que cette réforme se fasse.

Si votre question est : il y aura-t-il une réforme des lycées en France ? Il y aura une réforme des lycées. Est-ce qu'elle sera en tous points conformes avec le projet qui est en ce moment sur la table, puisque M. DARCOS ne l'avait pas encore annoncé, puisqu'il devait annoncer la réforme ? Non, parce qu'on va prendre le temps de l'écoute et de la concertation. Je suivrai moi-même, personnellement, aux côtés du Premier ministre et du ministre de l'Education, cette réforme. C'est tout. Mon rôle, c'est de faire en sorte que les réformes se fassent en France, qu'elles se fassent avec un maximum de consensus.

En ce moment même, nous avons réglé le problème du travail le dimanche. Nous sommes en train de voter le texte sur la nouvelle télévision publique. Arrivent au Parlement le texte sur le logement, le texte sur la réforme hospitalière.

Je suis en train de discuter, M. BARROSO en a parlé, de tout ce qui concerne la restructuration du secteur automobile. Il y a bien du travail et j'ai donc demandé à Xavier DARCOS d'approfondir ses concertations pour que la réforme du lycée puisse se mettre en oeuvre dans les meilleures conditions. Tout simplement. Je l'aurais fait quoi qu'il se soit passé en Grèce ou ailleurs. Si je devais accélérer les réformes ou les arrêter chaque fois qu'il y a un problème social dans l'un des 27 pays de l'Union, on n'en ferait pas beaucoup.

QUESTION - M. le Président, vous avez dit à plusieurs reprises que vous souhaitez renforcer les pouvoirs du Président de la Commission. Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur la manière dont vous souhaitez renforcer ces pouvoirs ?

LE PRESIDENT - Voilà la réponse à Christine CLERC : je n'attends même pas le 1er janvier pour prendre d'autres initiatives ! C'est tout simple, moi je considère que plus il y a de commissaires plus le rôle d'animateur, de coordinateur, d'harmonisateur du Président de la Commission se pose. Forcément. Une Commission à 6 membres, une Commission à 27 peut-être à 33 demain, le rôle du Président ne peut, en aucun cas, être le même. Pendant cette Présidence française, je le dis à Hans-Gert PÖTTERING, à bien des reprises, j'ai dû téléphoner au Président BARROSO pour lui dire : M. le Président, aide-nous à convaincre certains de tes Commissaires d'apporter le même dynamisme que toi, la même souplesse que toi sur tel ou tel domaine. Il y a bien besoin de quelqu'un pour fixer une ligne, pour harmoniser la doctrine. Je pense profondément que l'on a besoin d'un Président de la Commission actif, proactif, réactif et disposant de pouvoir renforcé sur cet organisme collectif.

QUESTION - Quel pouvoir précisément ? Est-ce qu'il pourrait être associé au choix des Commissaires ?

LE PRESIDENT - Je suis encore Président du Conseil, j'aurai l'occasion sur ce sujet mais aussi sur d'autres ... La question de la gouvernance économique est une question qui a été posée tout au long du

débat ce matin. La question des responsabilités particulières des grands pays. Je suis de ceux qui pensent que les grands pays n'ont pas plus de droits que les autres. Mais ils ont plus de devoirs. C'est quand même plus à des grands pays quand il y a une crise comme celle que l'on a connue, de prendre des initiatives pour emmener collectivement toute l'Europe, qu'un pays qui n'a pas la même taille et la même importance économique.

Quand on a fait la première réunion du G4 avec M. BARROSO, c'était quand même évident que le rôle de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Allemagne et de la France dans la crise financière était plus important, sans porter aucun jugement, que tel ou tel pays dont les places financières n'ont pas la même importance. Cela ne veut pas dire que l'on a plus de droits mais on a plus de responsabilités.

Il y a beaucoup d'autres choses qu'il conviendra de dire. Je suis persuadé que l'Europe, dans quelques années, sera au moins à 33. Avec les Balkans. Cela demandera encore plus de leadership pour emmener. J'ai vu pendant 6 mois ce que ce a été, de ne laisser aucun pays derrière. De convaincre tout le monde. C'est un leadership, une tâche extraordinairement difficile.

Enfin, je suis convaincu qu'une Commission où il n'y aurait pas eu un Commissaire allemand et un Commissaire français ce qui, en théorie, était possible au terme de la Convention, cette Commission est plus forte sans un Commissaire français, sans un Commissaire allemand ou avec un ?

Réfléchissons, cela n'avait pas de sens. D'ailleurs cela avait tellement peu de sens que la composition de la Commission et le nombre de ses membres n'avaient pas été fixés par les conventionnels. Qui avaient prudemment et avec intelligence gardé le sujet pour plus tard puisque, si mon souvenir est exact, on devait attendre 2014 avant d'avoir l'idée précise du nombre de Commissaires. C'est donc bien que le débat n'était pas tranché.

Je pense que c'est très imprudent de supprimer un Commissaire par Etat et, en même temps, de supprimer la Présidence du Conseil tous les 6 mois.

Je sais bien que la Présidence du Conseil restera. En plus du Président. On n'aura quand même pas la même force. Ce n'est pas la même chose d'être Président du Conseil pour 6 mois avec un Président élu pour 2 ans et demi à côté, que d'être Président du Conseil pour 6 mois sans Président élu. Donc, on coupe à des pays la possibilité d'incarner la Présidence du Conseil et en plus on leur couperait la possibilité d'avoir un Commissaire. C'est une conception, une vision de l'Europe qui n'est pas la mienne. L'Europe on ne peut pas la construire contre les pays. On la construit avec et je crois que c'est plus sage. Donc une Commission plus nombreuse, donc un Président qui aura plus de pouvoir.

QUESTION - Monsieur le Président, la France a prouvé que si l'Europe est dirigée par un grand pays elle peut apporter la réponse. Vous avez parlé de grands pays alors, une fois le Traité de Lisbonne ratifié, pourquoi ne pas attribuer le poste prévu par ce Traité au Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, aux ressortissants représentants de grands pays au lieu de choisir les représentants de petits pays soutenus évidemment par les grands ?

Puis, plus spécifiquement est-ce que vous serez intéressé dans l'avenir d'être le Président de l'Eurogroupe une fois pour toute ?

LE PRESIDENT - Vous me ramenez à cela. Je pensais que la question c'était la vraie Présidence. Je pense qu'à partir du moment où l'on a un Président élu, la question de petits et grands pays ne se pose pas. D'ailleurs, le Président BARROSO est un grand Président de la Commission. Je ne suis pas persuadé que le Portugal soit un des grands pays en termes de population d'Europe. Franchement, alors là, non. Est-ce que vous connaissez bien la procédure ?

Le Conseil européen doit élire un Président pour deux ans et demi, qui ne préside aucun autre pays. C'est donc quelqu'un qui fera ce travail à plein temps et qui incarnera la Présidence de l'Europe. Il n'a absolument pas besoin de venir d'un grand pays. Il faut simplement quelqu'un qui aime le travail, ce travail là, qui aura un grand leadership. Parce que, pour deux ans et demi, il représentera l'Europe. En ce qui me concerne, j'ai bien assez à faire avec la Présidence de la République Française. S'agissant de l'Eurogroupe, je vous renvoie à ce que j'ai dit : je considère que l'Europe rentre dans une crise économique très grave et que cela serait une grande erreur de ne plus parler d'économie. Une grande erreur.

J'observe que les structures où l'on parle d'économie, pour l'instant, n'existent que fort peu. Le Conseil ECOFIN parle avant tout budget et finances. La meilleure preuve, c'est que les Etats y sont représentés par leur ministre des Finances. Dans bien des Etats dont l'Allemagne le ministre des Finances n'est pas

par leur ministre des Finances. Dans bien des Etats dont l'Allemagne, le ministre des Finances n'est pas ministre de l'Economie.

L'Eurogroupe, j'étais l'un de ceux qui ont participé à la création de la Présidence de l'Eurogroupe des ministres des Finances et j'étais ailleurs l'un de ceux qui ont soutenu Jean-Claude JUNCKER comme Président. L'Eurogroupe - j'y ai participé - parle budget, parle finances et, je le regrette, assez peu économie.

Il faudra, d'une manière ou d'une autre, à 27 peut-être d'ailleurs, que nous prenions l'habitude de parler d'économie. A partir du moment où nous sommes confrontés à une crise économique profonde, qui peut penser que nous n'avons pas un besoin de coordination pour mettre en œuvre le projet d'économie sociale de marché ? Je fais attention, parce que je suis à côté du Président du Parlement européen !

QUESTION - Monsieur le Président, concernant la crise économique, vous avez fait une analyse centrée sur la responsabilité des paradis fiscaux. Ces paradis fiscaux posent également un problème en matière de terrorisme parce qu'il y a des financements pour les organisations criminelles qui très souvent passent par les paradis fiscaux.

Alors pourquoi n'en a-t-on plus parlé ? Vous aviez exprimé cette idée avec beaucoup de détermination, avec beaucoup de lucidité. Maintenant, pratiquement, elle s'est évaporée au G8 de Washington ? Puis une demande complémentaire. On va demain remettre le prix SAKHAROV et je voudrais savoir quel sera l'avenir des relations entre l'Europe et la Chine, quel héritage vous léguerez en quelque sorte à votre successeur ?

LE PRESIDENT - Sur les paradis fiscaux, pardon, on n'a pas du tout renoncé. Simplement, on ne peut pas traiter les paradis fiscaux simplement à la dimension européenne. Je m'en suis encore entretenu lors de la visite avec le Président BARROSO à Londres à l'invitation de Gordon BROWN. Cela sera un sujet central du sommet du G20 du 2 avril. Donc, la question des paradis fiscaux n'est en rien abandonnée. La question du contrôle des hedge funds et de toutes les institutions financières est clairement posée. Nous avons donné à nos ministres des Finances une feuille de route, résultat le 2 avril.

S'agissant de l'Europe et de la Chine, la Chine a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de la Chine. J'espère que cette crispation ne se prolongera pas. Le Parlement européen a remis un prix. Le choix du Parlement européen est un choix qu'il est libre de faire. Il engage cependant la solidarité des autres institutions européennes. En tant que Président du Conseil, j'approuve, bien évidemment, le choix qui a été fait par le Parlement européen. Comment pourrait-il en être autrement ? Franchement, j'ai d'ailleurs été très heureux de la solidarité de toute l'Europe sur la position exprimée par la Présidence du Conseil et la solidarité de la Commission et du Parlement européen. D'ailleurs, cette solidarité va de soi. Je suis solidaire du Président du Parlement européen. Quand il y a l'incident de Prague, on enregistre ses conversations, je suis solidaire du Parlement européen dans ses choix, même si ce n'est pas moi qui en suis responsable. Je suis solidaire de la Commission et la Commission a été solidaire comme le Parlement européen du choix que j'ai fait, alors que j'étais avec 9 pays, rencontrant les Prix Nobel de la Paix, de rencontrer le Dalaï Lama. Il n'y a là simplement que le bon fonctionnement des institutions. J'espère que la calme et la sérénité reprendront entre la Chine qui est un grand pays, et l'Europe.

QUESTION - Question au Président de la République : est-ce que vous n'avez pas l'impression que vous êtes en train de dessiner une Europe des Etats ? Une Europe intergouvernementale dominée par quelques grands pays et dotée d'institutions faibles ?

Donc, je me tourne vers le Président de la Commission européenne. Est-ce que, M. BARROSO, vous n'avez pas le sentiment d'avoir concouru activement à l'affaiblissement de la Commission européenne par votre manque de vision ainsi que le remarquent un certain nombre d'observateurs ?

LE PRESIDENT - Franchement, je rends hommage à votre capacité à favoriser l'entente dans les familles. Honnêtement, c'est là où je vois que l'on fait un travail qui n'est pas facile. On essaye pendant 6 mois en tout cas de construire tous les trois, je crois pouvoir le dire, une bonne entente, un travail équilibré. Je ne dis pas bien. On a essayé de le faire ensemble, ce qui est la chose la plus difficile au monde, travailler ensemble en se respectant. Puis vous arrivez en disant voilà... Parce que la Présidence a eu quelques résultats, forcément au détriment de la Commission. Je voudrais vous dire que c'est une grave erreur. La Commission est d'autant plus forte que la Présidence du Conseil est forte. Si la Présidence du Conseil est faible, cela met la Commission dans une situation impossible. La

Commission ayant un caractère hybride, politique et technique, c'est à la Présidence du Conseil de prendre des initiatives politiques. La Commission a son rôle par ailleurs.

Deuxièmement, j'ai toujours été convaincu de l'idéal européen mais je pense que c'est une folie de vouloir construire l'Europe contre les nations et contre les Etats. C'est une folie, cela ne marchera pas. La meilleure façon de détruire l'Europe serait de demander aux Européens de choisir entre leur pays et l'Europe, de la même façon que si l'on avait demandé aux pays européens de choisir entre la croissance et la défense de l'environnement, on n'aurait pas réussi. On n'aurait pas réussi de la même façon que l'on ne demande pas de choisir entre ses parents. On doit additionner les deux.

Et, enfin, la Commission n'a jamais été aussi présente. À Camp David, le Président de la Commission était là. Au G20, la Commission était là, alors que la Commission était membre du G8 pas du G20. Mais enfin, quand vous regardez le Parlement européen, qui peut dire que l'Europe des Etats, pour prendre votre expression, qu'on est en train de construire, a nui à cette institution, par définition fédérale, elle, qu'est le Parlement européen ? Je crois qu'au contraire, on a été très sages. On a fait exister l'Europe, parce que tous les trois, on a travaillé main dans la main. Voilà pourquoi l'Europe est plus forte, je le pense, six mois après que six mois avant.

M. JOSE MANUEL BARROSO - J'aimerais, sur ce point, dire, d'ailleurs je l'ai déjà dit un peu en séance plénière, il y a une erreur fondamentale, de certains de mes amis pro-européens. C'est de penser, en travaillant avec les Présidences du Conseil que nous diminuons le rôle communautaire. Il faut, comme vient de le dire le Président SARKOZY, additionner et ne pas réduire. Il faut utiliser les synergies positives. J'y crois vraiment et je parle maintenant avec l'expérience de quelqu'un qui a travaillé avec neuf Présidents du Conseil, le Président SARKOZY est le neuvième. Et j'aurai, dans quelques jours, le plaisir de travailler avec la Présidence tchèque. Donc, la Commission assure la continuité et je dirai même, à l'heure actuelle, puisqu'on n'a pas encore le Traité de Lisbonne, la Commission assure la cohérence stratégique. Je dois le dire avec une certaine fierté. Le paquet énergie-climat qu'on a pu approuver et là, encore une fois grâce à l'exceptionnel travail de la Présidence française et du Président SARKOZY, c'est un paquet qui a été présenté par la Commission. J'ai évoqué cette question la première fois à Hampton Court pendant la Présidence britannique. Après, nous avons fait une proposition qui a été adoptée par la Présidence allemande, Mme MERKEL. Et maintenant, au mois de janvier, je crois le 23 janvier, nous avons fait des propositions législatives. On a eu l'occasion de les approuver à l'unanimité. Qui a été à l'origine ? Qui a pris l'initiative ? C'était, je dois le dire peut-être pas très modestement, la Commission. C'est un travail de plusieurs années. Bien sûr, j'étais très content d'avoir quelqu'un comme le Président SARKOZY et je ne le dis pas parce qu'il est à côté de moi maintenant, mais parce que c'était extrêmement difficile. Ce n'était pas évident qu'on aurait pu approuver ce paquet dans les conditions actuelles de l'économie et des finances. Beaucoup d'entre vous ont dit que cela va tomber. Le Secrétaire général des Nations unies, M. BAN Ki-Moon, a écrit une lettre à nous tous, à tous les membres du Conseil européen en disant : « nous sommes préoccupés. Il y a des nouvelles qui disent que l'Europe pourrait réduire son ambition. Nous avons besoin du leadership européen ».

Dans des conditions difficiles, la Présidence française a réussi à avoir l'accord des Etats membres mais, encore une fois, c'était la Commission qui était à l'origine. Donc, il faut comprendre que c'est extrêmement compliqué, l'Union européenne à l'heure actuelle. Je peux vous le dire, comme je viens d'un pays, comme l'a dit le Président SARKOZY, qui n'est pas le plus important en termes démographiques. J'étais membre du Conseil européen au début des années 90, à l'époque de Jacques DELORS, que j'admire beaucoup, à l'époque d'Helmut KOHL et de François MITTERRAND. Je peux vous le dire, c'était absolument différent. La logique des rapports entre les institutions était absolument différente. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus complexe, sans aucune comparaison. Ma doctrine, si vous voulez, c'est la doctrine du partenariat où chacun défend de façon intransigeante ses compétences. Il y a des sujets où je n'étais pas d'accord avec le Président SARKOZY, ce n'est pas un secret. La Commission, par exemple, défend de façon intransigeante les règles du Pacte de Stabilité de Croissance, les règles du marché intérieur. Il y a là une dialectique qui s'établit mais il y a toujours une préoccupation de convergence : de construire ensemble. Je vous le dis car je trouve, vraiment, que c'est une vision erronée sur l'Europe de penser que c'est au détriment de la Commission que nous avons des Présidences du Conseil fortes ou au détriment du Conseil qu'on a une Commission forte ou du

Parlement européen. Je vous dis cela avec une conviction accrue à l'heure actuelle. Il faut faire un jeu gagnant-gagnant entre les institutions et ne pas avoir cette vision un petit peu, je dirai, jalouse. Le succès des autres me rend heureux. Cela me rend sincèrement heureux. Cela ne me rend pas malheureux.

Ce que je dois faire comme Président de la Commission, c'est d'appuyer de façon loyale les différentes Présidences du Conseil. Bien sûr, en défendant les compétences communautaires et la méthode communautaire. Cela est évident. Et là, nous avons été très clairs là-dessus mais toujours dans un esprit - pourquoi ne pas le dire ? - un esprit de complicité pour faire avancer notre Europe.

LE PRESIDENT - Je voudrais, puisque c'est ma dernière conférence de presse en tant que Président du Conseil, je voudrais vous remercier et vous dire très sincèrement le plaisir que j'ai eu à travailler avec vous. Parce que vous êtes des femmes et des hommes passionnés pas votre sujet. Par ailleurs, vous le connaissez bien. C'était donc tout à fait stimulant que de vous rencontrer. Je continuerai à le faire mais je garderai de ces contacts et de ces échanges avec la presse européenne, avec les correspondants suivant les dossiers européens un grand plaisir. Parce que, franchement, de la même façon que le Parlement européen est un exemple de démocratie avec des interventions brèves et respectueuses des uns et des autres, je veux dire que la presse européenne, en tout cas les correspondants en charge de ces dossiers, c'est un exemple de presse passionnée par le sujet qu'ils couvrent, bien sûr indépendants et exigeants dans les réponses que l'on donne. Et croyez-bien que, pour nous, les responsables politiques, ce n'est pas forcément plus difficile d'avoir à faire à des journalistes compétents.

M. HANS-GERT PÖTTERING - Je voulais dire quand même un mot encore à M. QUATREMER. L'Europe a changé et Jean MONNET, le grand Jean MONNET, a dit : « rien ne se fera sans les êtres humains et rien n'est durable sans les institutions ». Il fut un temps où le Conseil des ministres tranchait de tout à l'unanimité. Maintenant, il décide à la majorité. Il fut un temps où le Parlement européen n'avait aucun pouvoir en matière de législation. Aujourd'hui, il décide, sous sa propre responsabilité, à hauteur de 75 %. Il fut un temps où le Président de la Commission n'était nommé que par le Conseil européen. Cela aussi a changé. Il faut qu'il y ait cet équilibre. J'espère que demain le Parlement approuvera le paquet énergie-climat et cela sera grâce aux propositions de la Commission, grâce au soutien énergique du Président SARKOZY, qui a permis à cet accord d'émerger du Conseil. Nous avons, nous-mêmes, joué notre rôle de façon déterminante et il faut que nous veillions à ce que l'équilibre entre les trois institutions soit préservé. Il faut que les Etats travaillent ensemble. Les grands Etats ont une grande responsabilité. Ils ne doivent pas, pour autant, dominer l'Europe. C'est les raisons pour lesquelles nous sommes favorables à l'Europe de la communauté. Nous devons tout faire et tout mettre en oeuvre pour que cette Union européenne, qui est un exemple unique dans le monde de réunion d'Etats membres et c'est cette coopération qui nous mènera au succès.

Je voudrais remercier le Président de la République française de son courage, de son volontarisme politique et nous veillerons, bien entendu, à ce que la France continue à jouer son rôle important mais puisque c'est Nicolas SARKOZY qui préside aux destinées de la France, j'en suis persuadé.